

# Ce qu'en pense la classe politique

**L'évacuation du président de la République en France n'a pas laissé indifférente la classe politique. Les partis réagissent en fonction de leur positionnement. Sans surprise, le FLN et le RND s'en tiennent strictement aux termes du**

**communiqué de la présidence, refusant tout commentaire ou spéculation à ce sujet. Ces deux formations estiment que l'hospitalisation du chef de l'Etat n'aura aucun impact sur le processus devant mener à la convocation du corps**

**électoral. Autre son de cloche du côté de l'opposition. Du côté d'El Islah et d'Ennahda, on évoque une situation floue et un manque flagrant de visibilité. Les deux formations évoquent une situation de fer-**

**meture politique qui prend en otage le processus électoral. Le RCD considère pour sa part que la situation actuelle donne raison à ceux qui appellent à la déclaration de l'état d'empêchement.**

Propos recueillis par Nawal Imès et F-Zohra B.

**ATMANE MAZOUZ (RCD) :**

## «Le pays est géré par procuration»

«Cette énième évacuation du chef de l'Etat ne fait qu'accréditer, encore une fois, son incapacité à assurer le minimum de ses missions et donne raison à ceux qui appellent à la déclaration de l'état d'empêchement. Le dernier communiqué de la présidence révèle, tardivement mais tant mieux, tout le mensonge distillé depuis longtemps sur l'état de santé du chef de l'Etat. Pour une fois, les autorités font référence à l'article 88 qui traite de l'empêchement d'où tout le discrédit qui frappe l'édifice institutionnel du pays et toute l'agitation des courtisans qui s'ensuivit. Les Algériens savent tous que, devant l'impotence de



Bouteflika, le pays est géré par procuration et que l'ultime humiliation serait que l'invitation du corps électoral soit le fait de la tribu qui convoque la nation. Jamais, le pays n'a été autant humilié et poussé au chaos que depuis l'avènement de l'actuel chef de l'Etat au pouvoir.

A trois mois de l'élection présidentielle, nous assistons à une panique clanique et à une course pour des repositionnements clientélistes qui aggravent, irrémédiablement, la léthargie et le désordre institutionnels. Le pays n'a jamais été autant installé dans l'instabilité et l'anarchie.»

**NOUARA DJAFFAR, PORTE-PAROLE DU RND :**

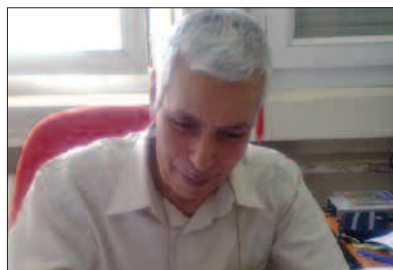
## «Le communiqué est clair»

«Le communiqué sur l'état de santé du Président est très clair. Notre parti sera aussi un acteur sur la scène politique. Nous souhaitons des élections dans la sérénité et une pleine conscience de la classe politique. Le RND s'organise et sera fortement présent lors du rendez-vous électoral.»



**ABDELLAOUI ABDELKADER (TAJ) :**

## «Les institutions sont toujours là»



«Nous nous contentons de prendre acte des informations fournies par le biais du communiqué de la présidence concernant l'état de santé du Président. Pour ce qui est de la convocation du corps électoral, le délai n'est pas encore atteint. Ceci d'autant que le communiqué précise que le Président sera de retour ce vendredi. Toutefois, certains partis politiques paniquent alors que nous avons un Etat et des institutions. Nous souhaitons donc un prompt rétablissement au Président.»

**M. HADIBI, PORTE-PAROLE DU PARTI ENNAHDA :**

## «Une situation inacceptable»

«Pour ce qui est du côté humain, nous souhaitons un prompt rétablissement au Président et souhaitons qu'il revienne en bonne santé. Toutefois, la situation que nous vivons actuellement n'est pas acceptable à la veille de la convocation du corps électoral. L'Etat ne prend aucune disposition pour gérer cette situation. Le pouvoir utilise la maladie du Président pour préparer l'après-Bouteflika. Ils vont même jusqu'à parler de quatrième mandat. Ces scénarios ont pour objectif de s'approprier le pouvoir. Nous refusons cette situation et la dénonçons, nous rejetons tout scénario qui ne s'adapte pas à la volonté du peuple surtout en cette période de fermeture politique. Le peuple ne doit pas être pris en otage.»



**NOUREDDINE BAHBOUH, PRÉSIDENT DE L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES :**

## «Nous sommes face à une nouvelle énigme»

«Avec l'évacuation du Président au Val-de-Grâce, nous nous retrouvons face à une nouvelle énigme qui surgit à la veille de la convocation du corps électoral. Ceci est inquiétant. Si le déplacement du Président pour juste un contrôle médical était prévu, il aurait pu se faire avant et après la convocation du corps électoral. Ils nous ont habitués à ne pas nous donner des informations fiables. Tout en souhaitant un prompt rétablissement au Président, nous demandons à ce que le pouvoir cesse de donner aux Algériens des déclarations inacceptables.»



**KASSA AÏSSI, PORTE-PAROLE DU FLN :**

## «Il faut rester serein»

«Les informations sur l'état de santé du Président, nous les avons sur le communiqué de la présidence, nous ne sommes pas en possession d'autres données. Ainsi et en l'absence d'autres éléments d'information, nous ne faisons pas de commentaires pour une action dans la sérénité. Le Président est malade et poursuit un processus de soins et en dehors des informations fournies par les spécialistes, d'autres commentaires ne sont pas autorisés. Les institutions continuent de fonctionner.

Par ailleurs, la convocation du corps électoral doit être faite dans la limite de la date fixée, à savoir le 17 janvier. Il faut donc rester serein et l'essentiel est que les institutions doivent continuer à fonctionner selon les dispositions de la Constitution.»

**MOHAMED CHERIF TALEB, PRÉSIDENT DU PNSD :**

## «Nous sommes dans l'expectative»

«Nous nous en tenons aux informations que la présidence de la République a fournies dans son communiqué, et qui précisent que le Président sera de retour ce vendredi. Nous n'avons pas d'éléments médicaux en main bien que cette situation ait entraîné une inquiétude. Nous sommes dans l'expectative et nous aurons d'autres éléments certainement sur cette situation.»



**SOFIANE DJILLALI, PRÉSIDENT DU PARTI JIL JADID :**

## «Une situation unique»

«Le problème concernant la question sur le transfert du Président est plutôt politique. Nous sommes devant deux alternatives : ou bien le Président signe le décret à partir de l'hôpital et de la France ou nous tombons dans l'illégalité si samedi le corps électoral n'est pas convoqué, nous serons hors Constitution.

Le Président par son irresponsabilité a provoqué une situation unique qui peut conduire le pays au désordre. Pourquoi n'a-t-il pas convoqué le corps électoral depuis le 19 décembre ? Il nous met ainsi dans l'embaras.»



**M. TEBBANE, CHARGÉ DE L'INFORMATION AU MSP :**

## «Nous demandons plus de transparence»

«La situation que nous vivons actuellement manque de transparence. Surtout concernant la question de la santé du président de la République. Nous demandons donc plus de transparence et son état de santé a un impact sur le travail des institutions.

Cette situation ajoute aussi au climat actuel particulièrement trouble. Certaines parties évoquent un quatrième mandat, si le Président avait les capacités de se présenter, pourquoi a-t-il été évacué vers l'hôpital parisien. Tout le peuple a remarqué que son état de santé s'est dégradé.»